

EXCLUSIF

Voiture électrique : l'exécutif met fin au leasing social pour 2024


Depuis début janvier, pas moins de 50.000 ménages ont déjà commandé une voiture à 100 euros par mois subventionnée par l'Etat. C'est deux fois plus que prévu.



Un décret actant la fin de l'édition 2024 du leasing électrique du dispositif sera publié « dans les tout prochains jours », précise une source. (Joe Klamar/AFP)

Par **Guillaume Guichard**

Publié le 12 févr. 2024 à 7:30 | Mis à jour le 12 févr. 2024 à 7:32

 Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article

Six semaines et puis s'en va. Face à l'explosion des demandes, l'exécutif a décidé de mettre fin au leasing électrique, aussi appelé « leasing social », a-t-on appris auprès de l'Elysée. Cette mesure a été lancée le 1^{er} janvier et permet à la moitié des ménages

français les plus modestes d'accéder à une voiture électrique pour environ 100 euros par mois.

Un décret actant la fin de l'édition 2024 du dispositif sera publié « dans les tout prochains jours », précise la même source. Sauf surprise, ce texte devrait paraître mardi au « Journal officiel ». Toutes les commandes passées jusqu'à ce jour seront honorées.

« L'objectif a été largement dépassé, avec **plus de 50.000 commandes** validées, se réjouit-on dans l'entourage d'Emmanuel Macron qui avait fait de la voiture à 100 euros une promesse de campagne en 2022. Cette première vague est une vraie réussite. » Le gouvernement tablait au départ sur environ 20.000 voitures.

Un marché « transformé »

Le leasing électrique, ou « voiture Macron », comme on la surnomme à l'Elysée, permet aux ménages gagnant au maximum 15.400 euros (revenu fiscal de référence par part) de souscrire à prix cassé à une offre de location longue durée pour une voiture électrique.

La mesure est financée à hauteur de 13.000 euros par auto par l'Etat. Au bonus écologique pour ménages modestes de 7.000 euros s'ajoute une surprime de 6.000 euros.

LIRE AUSSI :

- **Voiture électrique à 100 euros : cette bombe à retardement qui effraie les concessionnaires**

La population ciblée, fait-on valoir au sein de l'exécutif, représente de 4,5 à 5 millions de personnes. Celle-ci achète, bon an mal an, environ 100.000 voitures neuves. « Il faut rapporter les 50.000 'voitures Macron' commandées à ces statistiques, fait-on valoir dans l'entourage présidentiel. En seulement un mois et demi, nous avons donc profondément transformé le marché. »

Vers une deuxième édition en 2025

Une autre source gouvernementale précisait début janvier que les ménages concernés avaient acheté 28.000 voitures électriques avec le bonus de 7.000 euros l'année dernière. Au total, 300.000 voitures électriques neuves ont été immatriculées l'an dernier, soit 16,8 % des ventes totales de voitures neuves.

LIRE AUSSI :

- **EXCLUSIF – Voiture électrique à 100 euros : Stellantis plus généreux que Renault**

« Nous préparons maintenant la deuxième vague du leasing électrique pour 2025, en tenant compte de ce qui a pu causer problème cette année, poursuit-on à l'Elysée. Nous allons travailler également avec les constructeurs afin que davantage de modèles éligibles soient produits en France. »

Dans sa version 2024, la « voiture Macron » pouvait être choisie parmi une vingtaine de modèles (dont douze chez Stellantis, trois chez Renault et quelques autres chez les constructeurs étrangers). Si toutes sont fabriquées en Europe, seule la Renault Megane E-Tech est fabriquée en France.

Un bonus écologique encore incertain

La mesure avait été initialement lancée sans limite de temps ni de volume de commandes. Mais le succès éclair de la voiture à 100 euros par mois menaçait de faire déraiper le budget alloué au verdissement de l'automobile. Celui-ci est doté de **1,5 milliard d'euros pour 2024** et doit servir également à financer le bonus écologique ouvert à tous.

LIRE AUSSI :

- **EN CHIFFRES – Subventions aux voitures électriques : ce que font nos voisins**
- **Voiture électrique : Dacia Spring, MG4... La liste des modèles privés de bonus**

Le montant de ce dernier pour 2024 doit d'ailleurs être précisé dans un décret attendu depuis fin décembre. Avant Noël, l'exécutif avait, selon nos sources, décidé **d'abaisser le bonus écologique** de base à 4.000 euros, soit 1.000 euros de moins qu'en 2023. Mais ce montant semble remis en cause au vu du succès du leasing électrique.

« L'arbitrage sera aussi rendu ces tout prochains jours, indique-t-on à l'Elysée. Mais le bonus de 7.000 euros pour la moitié des ménages les plus modestes restera bien inchangé cette année. »

Guillaume Guichard